

# 1998

## Rapport d'activité de la **Sûreté du Québec**



La police de proximité...  
*Pour agir ensemble!*

## MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



**A**yant été assermenté comme directeur général de la Sûreté du Québec le 5 novembre 1998<sup>1</sup>, le privilège me revient de présenter le rapport d'activité de l'organisation. Je voudrais dès le départ rendre hommage à tous les employés qui ont contribué à façonner ce qui, au bilan de cette période, apparaît très certainement comme une autre année de changement accéléré, au même titre que l'avait été l'année précédente.

L'année 1998 a permis la poursuite d'importantes réformes entreprises en 1997. Ainsi, le redéploiement majeur de l'effectif sur le territoire s'est poursuivi. Presque toutes les ententes de services avec les MRC ont été signées et des comités de sécurité publique dont sont membres des maires des municipalités desservies ont été créés. D'autres mesures concernant la configuration des territoires des postes et la décentralisation administrative ont été mises de l'avant. Cette approche novatrice de la Sûreté du Québec lui permet de mieux répondre aux besoins des citoyens et d'être davantage imputable de son action devant les autorités municipales concernées.

La réforme des services spécialisés amorcée par le ministère de la Sécurité publique a permis à l'organisation de jouer un rôle très actif dans l'élaboration de politiques publiques à cet égard. La Sûreté du Québec a préconisé un modèle qui permet d'assurer, dans chaque région urbanisée, des services adaptés de haute qualité et qui mettent à contribution l'ensemble des compétences policières disponibles. Ce travail permettra à court terme de mettre sur pied des unités régionales mixtes de lutte au crime organisé dans six régions du Québec.

Le secteur des enquêtes criminelles a continué lui aussi à évoluer de façon accélérée en 1998 dans l'optique de hausser son niveau d'expertise, de se doter de meilleurs outils et méthodes de travail et d'accroître le partenariat avec d'autres intervenants. Plusieurs des recommandations du rapport Bellemare (*Les pratiques en matière d'enquêtes criminelles au sein des corps de police du Québec : rapport final*) sont maintenant réalisées. D'autres mesures sont en cours.

Le domaine des ressources humaines a été très actif en 1998. La mise en place d'une politique visant à contrer le harcèlement, l'élaboration d'un système de classification et de dotation des emplois d'officier, la mise sur pied d'un programme de libération pour études et la sélection de 25 officiers pour y participer, l'établissement d'un profil de compétences pour un premier bloc d'une quinzaine d'emplois et diverses mesures de formation à l'intention des directeurs de poste constituent quelques-unes des mesures ayant caractérisé ce secteur.

Enfin, des efforts importants ont été déployés en vue de poursuivre la modernisation technologique, d'accroître la sécurité d'utilisation du Centre de renseignements policiers du Québec, de poursuivre l'amélioration du traitement des affaires internes et aussi de maintenir un niveau élevé dans la lutte au crime organisé et aux économies souterraines.

Au-delà de ces gestes marquants, les quelque 5 000 employés policiers et civils de la Sûreté du Québec ont assuré quotidiennement, avec efficacité et constance, la prestation de services d'aide, d'assistance et de contrôle auprès de la population. Les statistiques présentées dans ce rapport font ressortir toute la dimension de cette activité et illustrent l'ampleur du mandat de la Sûreté du Québec.

<sup>1</sup>Monsieur Florent Gagné a remplacé monsieur Guy Coulombe, qui était à la tête de la Sûreté du Québec depuis le 21 novembre 1996.

Le 30 décembre 1998, la *Commission d'enquête chargée de faire enquête sur la Sûreté du Québec*, la Commission Poitras, remettait son rapport au gouvernement. Ce rapport formulait des conclusions sévères à l'endroit de certaines réalités institutionnelles et recommandait des changements substantiels.

Désireuse de répondre aux plus hautes normes de compétence et d'efficacité des pays développés en matière policière, la Sûreté du Québec a accepté le constat de la Commission et entend prendre les mesures qui s'imposent afin d'atteindre cet objectif sur un horizon de trois ans. À cette fin, des comités de réforme ont été mis sur pied afin de concevoir un plan de redressement triennal dont l'année financière 1999 constitue la première étape. Ces comités portent sur les sujets suivants :

- Mission, vision, valeurs
- Enquêtes criminelles
- Affaires internes
- Ressources humaines
- Surveillance du territoire
- Modernisation technologique
- Communications et relations publiques

Au terme de ce plan triennal, la Sûreté du Québec aura connu cinq années de changement au cours desquelles elle se sera donné les moyens de servir pleinement une société elle-même en mutation accélérée et où les exigences en matière de sécurité publique sont toujours plus élevées. La Sûreté du Québec poursuit ce parcours avec détermination, confiance et surtout avec respect pour ses employés, qui rendent cette démarche possible, et pour les citoyens qui nourrissent à son égard des attentes élevées, mais légitimes.

Le directeur général,

Florent Gagné

## TABLE DES MATIÈRES

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL .....	1	SOUTIEN OPÉRATIONNEL .....	19
ORGANIGRAMME DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC .....	5	■ Direction des technologies de l'information .....	19
JURIDICTION .....	6	■ Direction des informations corporatives .....	19
MANDAT .....	6	■ Direction des enquêtes et des renseignements de sécurité .....	20
DIRECTION GÉNÉRALE .....	7	■ Direction de la protection des personnalités .....	20
■ Direction des ressources financières .....	7	■ Direction des ressources matérielles .....	20
■ Direction de la vérification et du contrôle de gestion .....	7	ACTIONS HUMANITAIRES .....	20
■ Direction des affaires internes .....	7	LISTE DES TABLEAUX	
■ Direction des communications .....	7	■ Organisation .....	4
RESSOURCES HUMAINES .....	8	■ Activités .....	4
SURVEILLANCE DU TERRITOIRE .....	10	■ Ressources .....	4
■ Soutien à la gendarmerie .....	10	■ Direction des permis .....	4
■ Protection du territoire .....	10	■ Parc de véhicules .....	4
■ Interventions en sécurité routière .....	10	■ Activités des unités d'urgence .....	4
■ Accidents .....	11	■ Tableau comparatif des dépenses .....	7
■ Relations avec la communauté .....	12	■ Répartition des ressources humaines .....	8
ENQUÊTES CRIMINELLES .....	13	■ Principales attributions du personnel policier .....	9
■ Crimes rapportés et solutionnés .....	13	■ Répartition de l'effectif régulier en place au 31 décembre 1998 .....	9
■ Crimes contre la personne .....	13	■ Formation CRPQ (nombre de personnes) .....	9
■ Crimes contre la propriété .....	13	■ Répartition détaillée des interventions en sécurité routière .....	10
■ Autres crimes .....	14	■ Évolution des interventions en sécurité routière ..	10
■ Drogues et stupéfiants .....	14	■ Répartition des interventions en sécurité routière ..	11
■ Infractions à certaines lois provinciales et fédérales .....	14	■ Évolution des accidents en sécurité routière .....	11
■ Interventions en milieu desservi par un service de police municipal et services spécialisés : pour un partenariat efficace .....	14	■ Évolution de la criminalité .....	13
■ Enquêtes criminelles : dossiers majeurs et opérations spéciales .....	15	■ Interventions techniques de la Sûreté du Québec sur le territoire des services de police municipaux (SPM) et sur son territoire .....	16
		■ Évolution des interventions de la Sûreté du Québec – Enquêtes criminelles .....	17
		■ Évolution des interventions de la Sûreté du Québec – Autres lois .....	17
		■ Évolution des interventions en milieu desservi par un service de police municipal – Enquêtes criminelles .....	18
		■ Évolution des interventions en milieu desservi par un service de police municipal – Autres lois ...	18

## ORGANISATION

Juridiction sur tout le territoire du Québec

- Dessert en exclusivité :
  - 1 234 municipalités et territoires
  - 1 468 611 habitants
  - 923 487 km<sup>2</sup> ou 48,7 % du territoire
- Couverture d'un réseau routier de 58 386 kilomètres ou 80,8 % des routes du Québec
- Organisation opérationnelle en 10 districts et 109 postes et points de service
- 12 centres de télécommunications reliés au Réseau intégré de télécommunications policières et répartis dans les 10 districts de la Sûreté du Québec
- Numéro unique : 310-4141  
Cellulaire : \* 4141

## ACTIVITÉS

- 463 462 interventions préventives sur le réseau routier
- Couverture de 53 232 accidents routiers
- Sécurité nautique : 3 993 vérifications, 1 996 avertissements, 326 constats d'infraction et 5 cas de conduite avec capacité affaiblie
- Valeur des drogues saisies : 530 737 687 \$
- 55 248 infractions criminelles réelles constatées ou ayant fait l'objet d'une enquête
- 5 274 interventions en enquêtes criminelles et 6 081 interventions à l'égard d'autres lois en milieu desservi par un service de police municipal
- Centre de renseignements policiers du Québec : 76,5 millions de transactions

## RESSOURCES

- Policiers .....3 743
- Civils .....1 082
- Total.....4 825
- 41 054 jours-personnes de formation
- Dépenses globales réelles de 442 811 000 \$

## DIRECTION DES PERMIS

### Agences d'investigation ou de sécurité

- Demandes de permis d'agent d'investigation ou de sécurité ....19 256
- Enquêtes relatives aux agents .....3
- Permis refusés ou révoqués.....34
- Enquêtes relatives aux agences .....58
- Enquêtes sur plainte.....16

### Constables spéciaux

- Enquêtes.....11

### Explosifs

- Permis généraux émis.....2 153
- Permis généraux refusés.....29
- Permis de dépôt.....1 081
- Permis de vente.....14
- Permis de transport (régulier).....430
- Permis de transport (mini-poudrière).....41

### Activités relatives aux armes à feu —

#### Loi sur les armes à feu

- Cessions – armes à feu sans restriction .....323
- Cessions – armes à feu à autorisation restreinte et prohibées ...3

- Cessions – armes à feu sans restriction (transférées à d'autres provinces).....205
- Cessions – armes à feu à autorisation restreinte et prohibées (transférées à d'autres provinces) .....2
- Autorisation de transport d'armes...102
- Permis d'armes à feu pour entreprise – sans restriction.....1
- Permis d'armes à feu pour entreprise – à autorisation restreinte et prohibées .....1
- Permis de vente au détail de munitions.....27

### Activités relatives aux armes à feu — Code criminel

- Demandes d'autorisation d'acquisition d'armes à feu .....9 366
- Demandes d'enregistrement d'armes à autorisation restreinte.....2 391
- Permis de port d'armes à feu .....6 667
- Demandes de permis d'exploitation d'entreprise d'armes à feu et de munitions .....1 016
- Entreprises inspectées .....428
- Inspections de clubs de tir intérieurs ...8
- Inspections de clubs de tir extérieurs...9

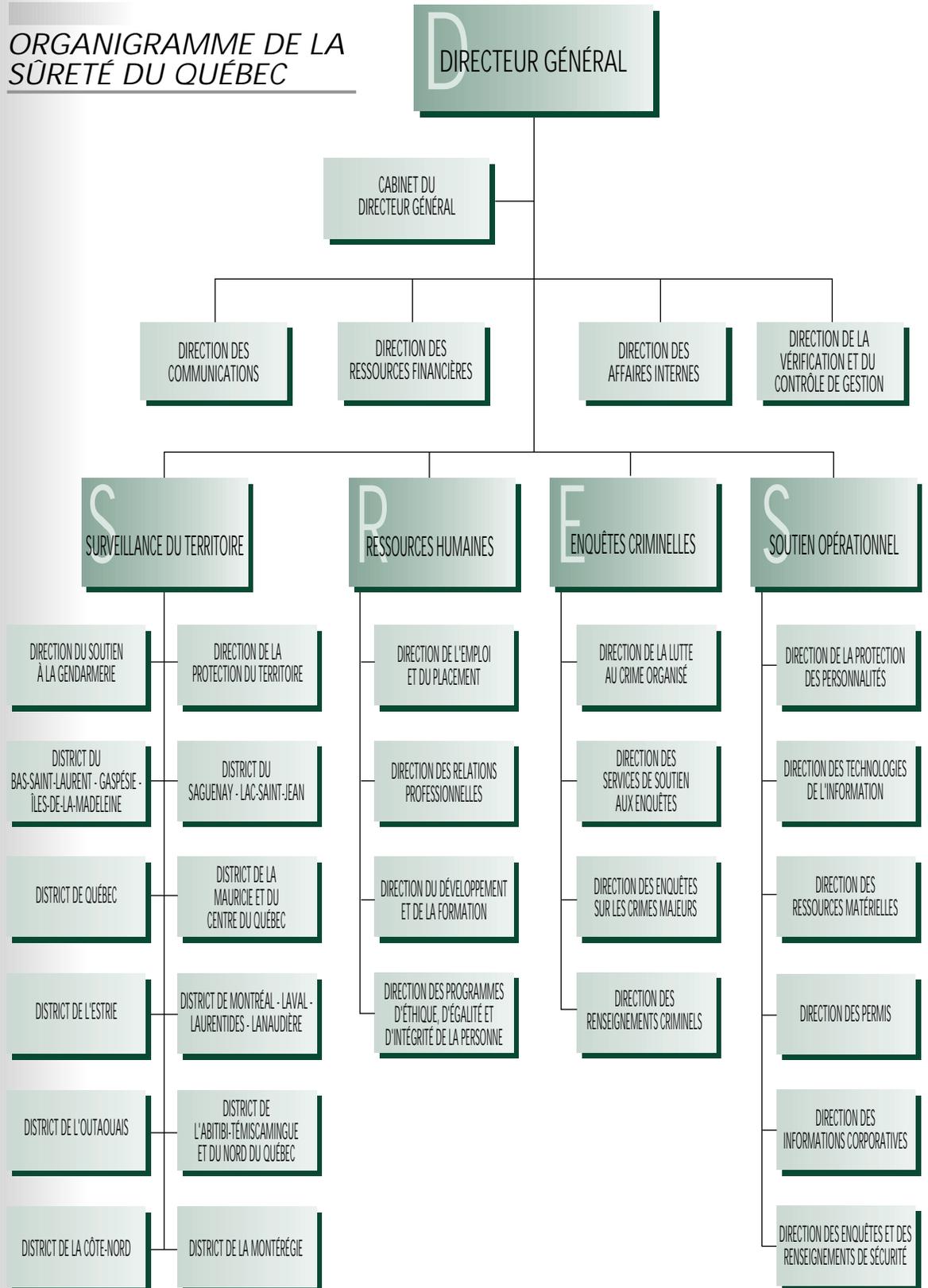
## PARC DE VÉHICULES

- Parc automobile
  - automobiles .....1 396
  - camions, fourgonnettes et véhicules à quatre roues motrices.....171
  - minibus.....49
- Autres véhicules
  - Motocyclettes.....20
  - Hélicoptères .....2
  - Motoneiges .....32
  - Bateaux .....22
- Total du parc de véhicules .....1 692
- Nombre de kilomètres parcourus en 1998 72,8 millions km

## ACTIVITÉS DES UNITÉS D'URGENCE

- Missions exécutées .....9 787
- Opérations spéciales décrétées .....89
- Manifestations.....95
- Recherche de personnes disparues .160
- Utilisation des hélicoptères .....444
- Utilisation des postes de commandement mobile.....117
- Désastres .....33

# ORGANIGRAMME DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC



## JURIDICTION

Afin d'accomplir son mandat, la Sûreté du Québec compte 109 postes et points de service répartis dans 10 districts. Elle assure la sécurité publique dans 1 234 municipalités et territoires et agit en complémentarité avec les services de police de 314 municipalités en leur offrant un soutien opérationnel et logistique. La Sûreté du Québec est la seule organisation policière qui a juridiction sur tout le territoire du Québec et qui veille à l'application d'un aussi grand nombre de lois et de statuts.

## MANDAT

Le législateur québécois a défini en ces termes le mandat de la Sûreté du Québec : « La Sûreté du Québec est, sous l'autorité du ministre de la Sécurité publique chargée de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans tout le territoire du Québec, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois du Québec, et d'en rechercher les auteurs... » (LRQ, chap. P-13, art. 39).

Ainsi, elle est chargée de l'application de nombreuses lois québécoises, notamment le *Code de la sécurité routière*, la *Loi sur l'assurance automobile*, les lois en matière de loteries, de courses, de concours publicitaires et d'appareils d'amusement, la *Loi sur les explosifs*, la *Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité*, la *Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques*, la *Loi sur les permis d'alcool* et la *Loi sur la Société des alcools du Québec*.

De même, dans le cadre de son mandat légal, la Sûreté du Québec applique diverses lois fédérales sur le territoire québécois, dont principalement le *Code criminel*, la *Loi sur les aliments et drogues* et la *Loi sur les explosifs*.

Spécifiquement en matière de renseignements, l'article 39.1 de la *Loi de police* stipule ce qui suit : « La Sûreté maintient un service central de renseignements ayant pour but de faciliter la détection du crime et le dépistage de leurs auteurs et met ce service à la disposition des autres corps de police. »

Par ses services spécialisés, elle est appelée à intervenir conjointement avec les forces de police municipales et autochtones ainsi qu'à effectuer des opérations avec ces dernières. La Sûreté du Québec assume de plus un rôle conseil en matière d'organisation de services policiers en milieu autochtone.

## DIRECTION GÉNÉRALE

### *Direction des ressources financières*

Les dépenses totales se sont élevées à 442,8 millions de dollars, une augmentation de 5,9 % par rapport à 1997. Celle-ci s'explique principalement par les coûts supplémentaires relatifs à la mise à niveau des composantes matérielles et logicielles liées aux technologies de l'information, par les coûts de la Commission Poitras, par la hausse des frais de déménagement par suite du redéploiement de l'effectif dans le cadre de l'implantation de la police de proximité dans les MRC et par l'intensification des interventions dans les activités de lutte aux motards criminalisés. Ces dépenses sont financées par les revenus de tarification aux municipalités s'élevant à 102,8 millions de dollars et par des crédits budgétaires de 340,0 millions de dollars.

### *Direction de la vérification et du contrôle de gestion*

Au cours de l'année, la Direction de la vérification et du contrôle de gestion a procédé au suivi d'implantation du modèle de police de proximité dans 10 postes et a effectué la vérification du système d'inventaire des biens durables et de la gestion dans 5 postes. Elle a aussi participé à l'évaluation des dossiers opérationnels lors de l'intégration de 4 services de police municipaux. Des vérifications spécifiques au Centre d'information de la police canadienne (CIPC) et au Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ) ont été réalisées auprès de 57 agences de la Sûreté du Québec et de 60 agences municipales.

### *Direction des affaires internes*

La collaboration de la Direction des affaires internes aux travaux de la Commission Poitras, la mise en place de mesures d'organisation du travail à la direction, l'analyse et le suivi rigoureux des plaintes et des enquêtes, la participation de la Direction aux sessions d'accueil des recrues, des caporaux et des sergents ont favorisé la conscientisation et la responsabilisation de

TABLEAU COMPARATIF DES DÉPENSES (000 \$)  
ANNÉES CIVILES 1997 ET 1998

Catégories	1997	1998
■ Traitements .....	275 096	283 881
■ Régime de retraite .....	29 456	28 054
■ Contribution de l'employeur .....	18 018	18 580
■ Services de transport et de communication .....	11 011	16 317
■ Services professionnels .....	13 851	19 551
■ Entretien et réparation .....	7 279	7 920
■ Loyers .....	42 071	41 850
■ Fournitures et approvisionnement .....	10 759	11 075
■ Matériel et équipement .....	3 748	6 657
■ Autres dépenses .....	6 779	8 926
■ Total .....	418 068	442 811

#### Notes

1. L'exercice financier de la Sûreté du Québec s'échelonne d'avril à mars; pour les besoins du rapport d'activité, les dépenses ont été déterminées suivant l'année civile.
2. La dépense de la catégorie « régime de retraite » représente les contributions du gouvernement aux services courants de divers régimes de retraite des employés de la Sûreté du Québec; cette dépense est comptabilisée au Conseil du trésor, sauf pour la partie imputable au fonds des services de police.
3. À partir du 1<sup>er</sup> avril 1997, la charge du gouvernement à titre de service courant du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec est passée de 209,4 % des cotisations versées par les participants à 182,9 % par suite d'une évaluation actuarielle de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) déposée en février 1998.

chacun quant à la gestion des comportements répréhensibles.

En 1999, la Direction des affaires internes adoptera un nouveau règlement, lequel répondra aux tendances modernes de gestion de la discipline, tout en tenant compte des réalités organisationnelles.

### *Direction des communications*

Dans le secteur des relations avec les médias, la Direction des communications a participé à la diffusion d'information dans quelque 2 250 dossiers, publié plus de 500 communiqués de presse, donné près de 11 500 réponses et entrevues relativement à des demandes d'information et organisé 71 conférences de presse.

## RESSOURCES HUMAINES

L'année 1998 a été marquée par la mise en place de la grande fonction des Ressources humaines, dont le mandat est de proposer des orientations institutionnelles et de développer des stratégies d'intervention dans son domaine.

Voici quelques réalisations de l'année 1998 :

- *Redéploiement de l'effectif en raison des ententes de services avec les MRC* – Cette opération a nécessité le déplacement de plus de 700 personnes, dont quelque 500 ont dû déménager.
- *Réforme de la gestion de l'encadrement supérieur policier* – Cette réforme a fait passer de 166 à 140, le nombre d'officiers. Un système d'évaluation des postes d'officier par points et facteurs a été créé et un nouveau processus de dotation des emplois d'officier a été implanté.
- *Instauration d'un projet pilote d'entrées latérales pour des fonctions d'enquêteur spécialisé* – La Sûreté du Québec a embauché des titulaires d'une maîtrise ou l'équivalent dans des domaines tels que la psychologie, la comptabilité et le droit.
- *Mise en place d'un programme de libération pour études en vue de la préparation de la relève de l'encadrement* – Ce programme s'adresse aux officiers de même qu'aux sous-officiers.
- *Mise sur pied d'un processus de reconnaissance des acquis de formation et d'expérience se traduisant par une attestation officielle d'études émise par une maison d'enseignement reconnue* – Une première attestation a été décernée par l'Institut maritime du Québec aux policiers plongeurs; il s'agit aussi d'une première nord-américaine.

- Élaboration de divers programmes de formation selon l'approche par compétences et diffusion de sessions aux directeurs de poste de MRC et aux caporaux.
- Adoption d'une politique visant à contrôler le harcèlement.
- Mise sur pied de comités consultatifs sur la situation des policières et des civiles.
- Création d'un comité d'éthique professionnelle en vue d'élaborer les politiques d'intervention en cette matière.

L'effectif en place au 31 décembre 1998 s'élevait à 4 825 employés, soit 3 743 policiers et 1 082 civils. Durant l'année, 256 personnes ont pris leur retraite, soit 255 policiers et un employé civil. Au cours de la même période, 181 recrues ont été embauchées, comparativement à 184 en 1997.

### RÉPARTITION DES RESSOURCES HUMAINES

	POLICIERS	CIVILS
■ Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine.....	359	61
■ Saguenay – Lac-Saint-Jean.....	180	33
■ Québec.....	534	112
■ Mauricie et Centre du Québec.....	289	47
■ Estrie.....	228	39
■ Montréal – Laval – Laurentides – Lanaudière.....	379	79
■ Montérégie.....	344	60
■ Outaouais.....	227	45
■ Abitibi-Témiscamingue et Nord du Québec.....	223	41
■ Côte-Nord.....	130	25
■ Grand quartier général.....	850	540
■ Total.....	3 743	1 082

## PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER

■ Patrouille (patrouilleur, chef d'équipe, chargé de relève).....	2 061
■ Enquête (enquêteur de poste, enquêteur spécialisé, analyste, préposé à la cueillette d'information).....	723
■ Identification (technicien en scènes de crimes) ...	40
■ Prévention du crime (agent de relations communautaires, agent de relations autochtones, agent d'information).....	36
■ Autres spécialités (membre du Groupe d'intervention, maître de chien, technicien en explosifs, motard, plongeur).....	197
■ Gestion (directeur de poste, responsable d'escouade, adjoint).....	436
■ Autres (vérificateur, contrôleur de qualité, préposé aux permis, etc.).....	250
■ Total.....	3 743

## RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER EN PLACE AU 31 DÉCEMBRE 1998

### POLICIERS

■ Agents et agents auxiliaires.....	2 948
■ Caporaux.....	411
■ Sergents.....	259
■ Capitaines.....	67
■ Inspecteurs.....	31
■ Inspecteurs-chefs.....	22
■ Directeurs généraux adjoints.....	4
■ Directeur général.....	1
■ Total.....	3 743

### CIVILS

■ Ouvriers.....	24
■ Personnel de bureau.....	745
■ Techniciens.....	153
■ Professionnels.....	130
■ Cadres intermédiaires.....	17
■ Cadres supérieurs.....	13
■ Total.....	1 082

## FORMATION CRPQ (NOMBRE DE PERSONNES)

	SPM	SQ	TOTAL	NOMBRE DE JOURS
■ Cours CBO (cours de base opérateur).....	103	48	151	170
■ Cours opérateur MIP (Module d'information policière).....	67	33	100	55
■ Cours superviseur MIP.....	7	9	16	10
■ Cours PPT (préposé principal aux télécommunications).....	5	—	5	10
■ Test de qualification au CRPQ.....	66	16	82	30
■ Test de qualification d'opérateur MIP.....	46	17	63	33
■ Formation REP (responsable et participant).....	319	557	876	110
■ Formation TSS (Top Secret System).....	57	198	255	123
■ Formation des recrues.....	—	162	162	28
■ Formation CIPC général.....	269	199	468	141
■ Formation Index général - MIP général.....	143	88	231	86
■ Personne sous engagement.....	3	10	13	5
■ Formation patrouilleur-enquêteur.....	91	140	231	24
■ Personne-ressource CIPC.....	31	17	48	33
■ Formation Justice.....	2	32	34	15
■ Système SQ général.....	—	66	66	49
■ Total.....	1 209	1 592	2 801	922

## SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

### Soutien à la gendarmerie

En vue de coordonner les demandes émanant des postes de MRC et de supporter plus assidûment les intervenants donnant des services directs aux citoyens, la Sûreté du Québec créait, à la fin de 1998, la Direction du soutien à la gendarmerie. Cette direction est composée du Service de la sécurité routière, du Service des relations communautaires et du personnel du secteur de l'analyse conseil de la Surveillance du territoire. Son mandat est de répondre, de concert avec les instances locales et régionales de la Sûreté du Québec, aux besoins exprimés, notamment par les comités de sécurité publique.

### Protection du territoire

L'opération majeure de l'année 1998 fut sans doute celle que l'on a dû mettre en place en raison de la « crise du verglas ». Elle a touché 4 districts et a duré, dans certains cas, plus d'un mois. Cette opération a mobilisé plus de 2 000 employés, dont plusieurs étaient aussi sinistrés.

#### RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE

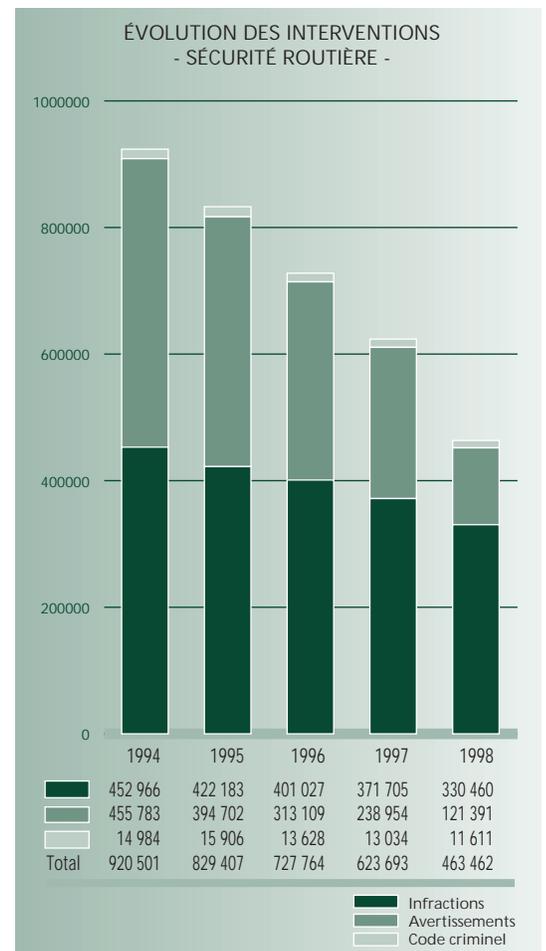
■ Constats d'infraction .....	330 460
■ Avis de vérification technique .....	118 318
■ Avis de vérification mécanique.....	3 073
■ Conduite dangereuse .....	421
■ Capacités affaiblies.....	7 957
■ Délits de fuite .....	3 233
■ Total .....	463 462

### Interventions en sécurité routière

Les interventions sur le réseau routier s'élevèrent à 463 462, en 1998.

Au total, 330 460 constats d'infraction au *Code de la sécurité routière* ont été émis, pour une diminution de 11 %. Les infractions concernent la vitesse dans 69 % des cas. Les infractions liées au port de la ceinture de sécurité viennent au deuxième rang, avec une proportion de 6 %.

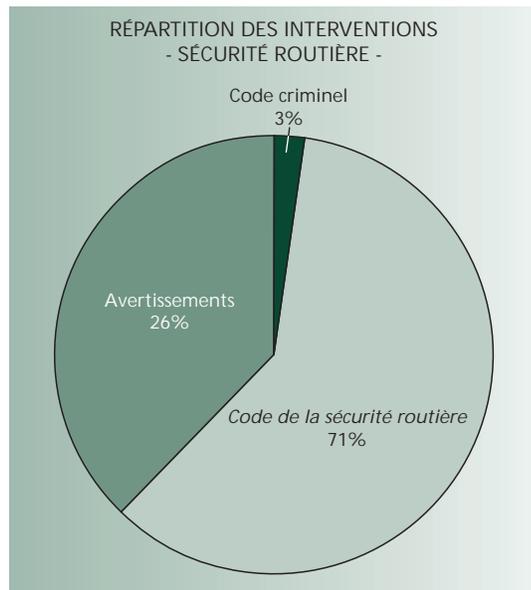
La Sûreté du Québec a mis en place une procédure de remplacement des avertissements (avis de 48 heures) depuis leur abolition en 1997. Le policier qui intercepte le conducteur d'un véhicule en raison d'une défectuosité mineure ou qui constate qu'un conducteur n'a pas en sa possession



tous les documents requis fait inscrire l'infraction au fichier informatisé et remet un avis « aide-mémoire » au conducteur. En 1998, 118 318 « avis de vérification technique » ont été ainsi inscrits. Lorsqu'une infraction est constatée une deuxième fois après 72 heures, un constat d'infraction est émis au conducteur fautif. En 1998, moins de 5 % des 118 318 avis inscrits ont conduit à l'émission d'un constat d'infraction.

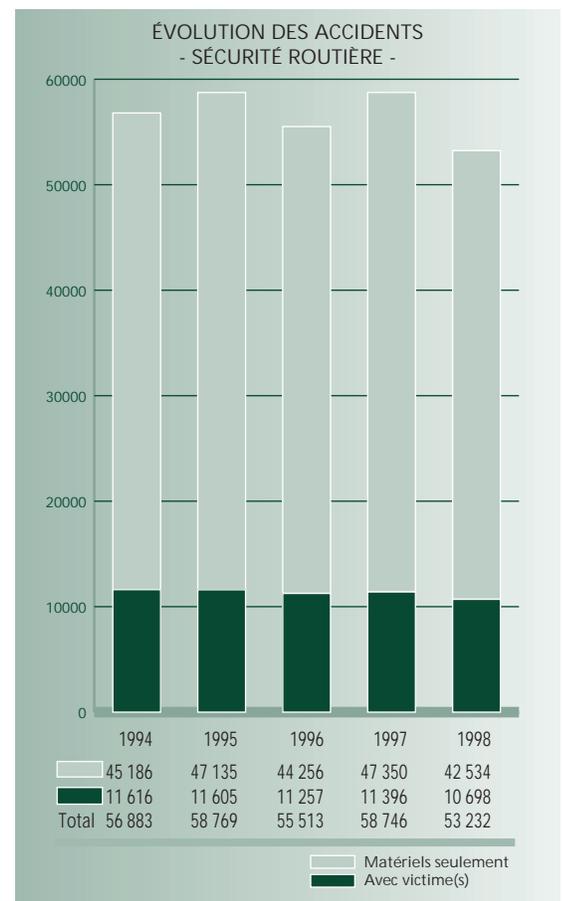
Les policiers de la Sûreté du Québec sont intervenus 7 957 fois auprès de conducteurs dont la capacité de conduire était affaiblie, soit 12,4 % de moins qu'en 1997. Cette infraction figure, après la vitesse, au deuxième rang des facteurs les plus fréquemment associés aux accidents causant la mort.

On a, de plus, enregistré 3 233 cas de délit de fuite, 3 073 avis de vérification mécanique et 421 cas de conduite dangereuse.



## Accidents

On a dénombré 53 232 accidents en 1998, ce qui représente une baisse de 9,4 % comparativement à l'année précédente. Au chapitre des accidents mortels, 432 ont été recensés en 1998, soit 19 de moins qu'en 1997. Le nombre d'accidents avec blessés a diminué de 6,2 %, passant de 10 945 à 10 266. Celui des accidents matériels a connu une baisse de 10,2 % ; on en a enregistré 42 534 en 1998, comparativement à 47 350 en 1997.



## *Relations avec la communauté*

Des ententes de services ont été signées avec 82 MRC. La Sûreté du Québec s'est ainsi engagée à fournir une prestation de sécurité publique selon le modèle de police de proximité. Des comités de sécurité publique, composés de représentants municipaux et de dirigeants locaux de la Sûreté du Québec, établissent désormais les priorités d'intervention policière.

Les employés des postes ont reçu une formation sur les principes de la police de proximité : la présence familière, la consultation de la clientèle, la qualité du service, l'approche stratégique en résolution de problèmes et le partenariat avec la population. Plus de 20 000 activités ont été effectuées au cours de l'année 1998.

Par ailleurs, un sondage auprès de la population desservie est en cours de réalisation dans chaque MRC. Ce premier sondage vise à établir les attentes des citoyens en matière de sécurité publique. Un deuxième sondage, qui sera effectué ultérieurement, viendra mesurer la réponse aux attentes et les fluctuations quant au sentiment de sécurité des citoyens desservis.

Afin de répondre à des demandes exprimées par la communauté, deux nouveaux programmes de prévention ont été conçus : *Cool pour vrai !*, trousse de prévention jeunesse dans les domaines problématiques de la drogue, de la violence et des méfaits, et *Vieillir en liberté, en toute Sûreté*, trousse de prévention à l'intention des aînés; ce programme qui traite des problématiques d'abus, de victimisation criminelle, de blessures et d'interventions en situation d'urgence. Les programmes : *Mon ami l'ourson*, mis sur pied pour reconforter des enfants de 3 à 12 ans qui vivent des situations éprouvantes, *C'est toi qui comptes* visant à prévenir le dopage en milieu sportif et *Les Équipiers*, favorisant le sens des responsabilités civiques chez les jeunes ont aussi été rendus disponibles auprès de

la communauté. Par ailleurs, la Sûreté du Québec a continué de participer activement au programme *Info-Crime* à l'échelle provinciale.

En ce qui concerne la liaison avec les nations autochtones, les cours de sensibilisation du personnel et de nos partenaires à la réalité autochtone se sont poursuivis en 1998. Des visites de la mascotte Polixe dans des communautés algonquines, naskapies, micmaques et cries ont permis la diffusion de messages de prévention et de promotion de la sécurité auprès des jeunes. Afin de maintenir et de créer des liens avec les nations autochtones et les services de police, plusieurs visites d'information et de formation ont été effectuées tout au long de l'année. Un programme de prévention sur l'inhalation de produits toxiques par les jeunes en milieu autochtone est en voie de réalisation et sera diffusé en 1999. Il sera disponible pour les policiers autochtones et non autochtones. Il se veut un outil adaptable aux différentes situations rencontrées et est fondé sur l'approche stratégique en résolution de problèmes.

Le Service des relations communautaires s'est fixé comme objectif d'appuyer tous les policiers dans leurs efforts pour donner une qualité optimale de services aux citoyens du Québec.

## ENQUÊTES CRIMINELLES

### Crimes rapportés et solutionnés

En 1997, 55 248 infractions réelles ont été constatées ou ont fait l'objet d'une enquête. Cela représente une baisse de 4,6 % comparativement à 1997. Le taux de solution global s'établit à 36,0 %, un recul de 2,4 points de pourcentage par rapport à 1997.

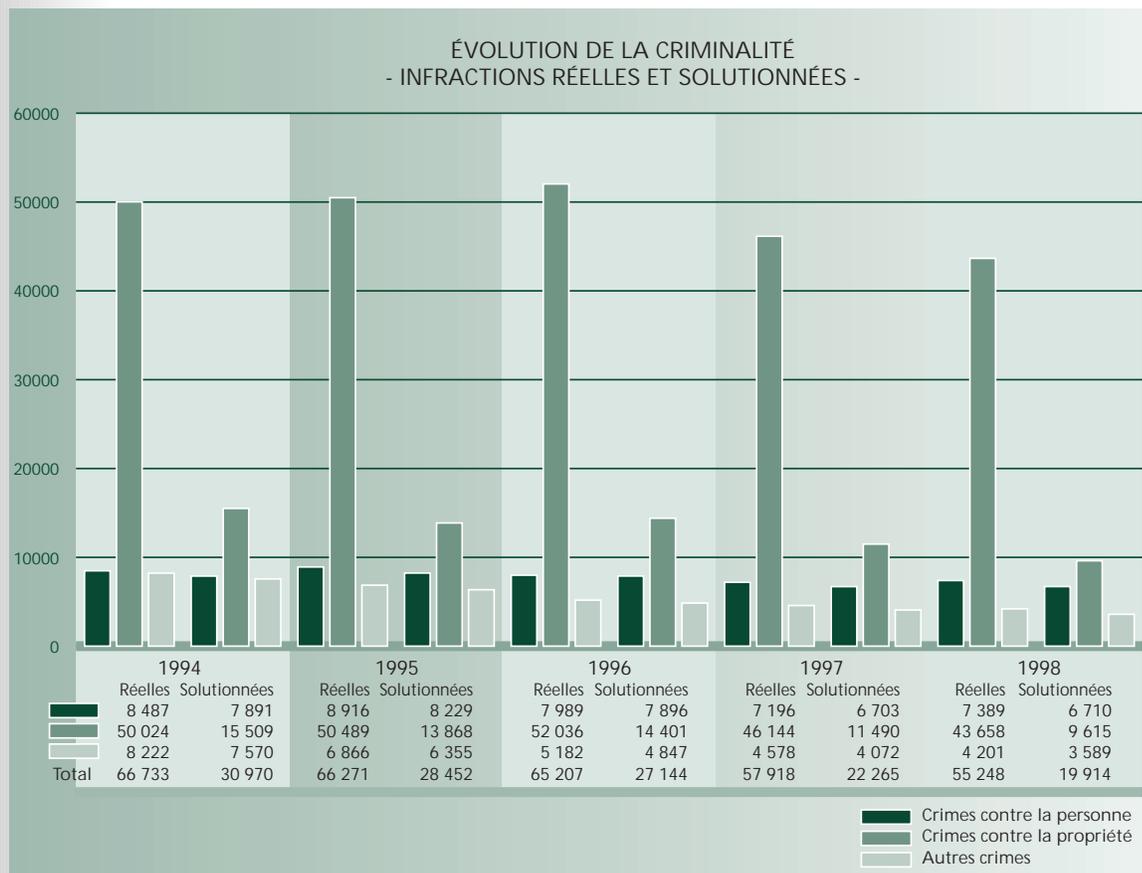
### Crimes contre la personne

Les voies de fait, les infractions d'ordre sexuel, les vols qualifiés, les tentatives de meurtre, les meurtres et les autres actes de violence appartiennent à la catégorie des crimes contre la personne. Les 7 389 infractions constituent 13,4 % de la criminalité rapportée et ont connu une hausse de

2,7 % par rapport à l'année précédente. Le taux de solution des crimes contre la personne atteint 90,8 %.

### Crimes contre la propriété

Près de 80 % des crimes sont des délits contre la propriété. On en a compté 43 658 en 1998, soit une baisse de 5,4 %. Le taux global de solution en matière de crimes contre la propriété est de 22,0 %, un recul de 2,9 points de pourcentage. Il y a eu 17 121 introductions par effraction, marquant une baisse de 14,6 %. On a par ailleurs dénombré 5 476 vols de véhicules, soit 5,9 % de moins que l'année précédente.



## *Autres crimes*

Cette catégorie comprend notamment la prostitution, les jeux et paris de même que les infractions concernant les armes offensives. Ces crimes, au nombre de 4 201, ont diminué de 8,2 % et leur taux de solution a été de 85,4 %. Les fraudes sont en légère baisse, s'établissant à 1 700, par comparaison à 1 754 en 1997, ou 3,1 % de moins qu'en 1997.

## *Drogues et stupéfiants*

La Sûreté du Québec a maintenu ses efforts de lutte contre la drogue en privilégiant les opérations conjointes avec d'autres services de police. Ces actions se sont traduites par des saisies d'une valeur globale de 530 737 687 \$. En 1998, la Sûreté du Québec a dénombré 2 911 infractions en matière de drogues et de stupéfiants, comparativement à 3 034 en 1997.

## *Infractions à certaines lois provinciales et fédérales*

En 1998, 2 404 infractions aux statuts provinciaux et fédéraux ont été constatées; elles étaient au nombre de 2 912 en 1997, ce qui représente une baisse de 17,4 %.

## *Interventions en milieu desservi par un service de police municipal et services spécialisés : pour un partenariat efficace*

La Sûreté du Québec intervient aussi en complémentarité avec les forces policières municipales et leur offre des services professionnels de soutien. Elle compte dans ses rangs des généralistes et des spécialistes dont les connaissances sont constamment mises à jour. Elle dispose par surcroît d'équipements de fine pointe dont elle peut faire bénéficier toute la communauté policière.

Le soutien aux municipalités se traduit aussi par la prestation de services techniques divers en scènes de crimes, en polygraphie, en plongée sous-marine, en intervention tactique et en récupération d'explosifs, pour n'en nommer que quelques-uns.

En plus de fournir une assistance sur le plan opérationnel, la Sûreté du Québec donne aussi accès à des services de nature administrative et fonctionnelle, notamment en informatique, en documentation, en statistiques opérationnelles, en systèmes d'information et en vérification interne.

Au cours de 1998, la Sûreté du Québec est intervenue en milieu desservi par un service de police municipal dans 5 274 dossiers d'enquête. Cela représente une baisse de 32,7 % par rapport à 1997. Cette diminution s'explique par la réorganisation policière au Québec, qui a amené une plus grande prise en charge des enquêtes criminelles par les services de police municipaux, en particulier dans la couverture des crimes liés au service de base et concernant notamment les introductions par effraction, les vols simples et les vols de véhicules. Le taux de solution des crimes contre la personne s'établit à 79,3 %, et celui des crimes contre la propriété, à 49,5 %. Le taux global de solution en assistance atteint 75,5 %.

La Sûreté du Québec est de plus intervenue dans 6 081 dossiers relativement à l'application d'autres lois; le taux de solution global s'élève à 87,6 %.

## *Enquêtes criminelles : dossiers majeurs et opérations spéciales*

---

### *Projet Sirène*

Démantèlement d'un réseau international de vol et d'exportation de véhicules de luxe. Ce vaste réseau exportait les véhicules en Europe, en Afrique, au Liban, au Koweït, en Russie et aux Émirats arabes unis. Parmi les résultats obtenus, mentionnons la saisie de 52 véhicules d'une valeur estimée à 2,5 millions de dollars et l'arrestation de 5 accusés. Le chef du réseau, un Libanais, entretenait des liens avec le mouvement Hezbollah. Le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, Douanes et Accises Canada, la Gendarmerie royale du Canada et la Sûreté du Québec ont participé à cette enquête.

### *Projet Togo*

Élimination d'un réseau de voleurs de véhicules de luxe. Ce réseau s'approvisionnait dans les aéroports de Montréal et de Toronto et maquillait les autos de luxe pour les revendre au Québec ou les exporter à l'étranger. Il y eut 6 accusés et 25 véhicules saisis lors de cette opération conjointe avec des organisations policières ontariennes.

### *Projet Colt (lutte au télémarketing frauduleux)*

Les criminels fraudent des clients âgés des États-Unis, sans avoir l'intention de satisfaire les commandes de ces clients, ni de leur transmettre des cadeaux. Les escrocs prennent l'argent et disparaissent. Ce phénomène nord-américain a débuté à Las Vegas en 1975. À Montréal, le télémarketing a connu une croissance fulgurante au cours des trois dernières années. La mise en place d'un projet conjoint vise à contrer le télémarketing trompeur. La Gendarmerie royale du Canada fournit neuf enquêteurs, deux proviennent du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal et deux autres de la Sûreté du Québec.

Les enquêtes ont permis, par l'interception de chèques, de recouvrer 12 millions de dollars et de les remettre aux victimes; notons que le montant des fraudes est évalué à plus de 50 millions de dollars pour les années 1997 et 1998. Une modification récente à la *Loi sur la concurrence* fait de la fraude par télémarketing une infraction entraînant une peine maximale de cinq ans.

### *Produits de la criminalité*

En 1998, l'escouade spécialisée a saisi près de 2,7 millions de dollars en biens meubles et immeubles relativement à 8 dossiers enquêtés. De plus, une somme de 1,6 million de dollars fut saisie dans l'un de ces dossiers. Des biens ayant servi à la commission d'infractions et d'une valeur de plus de 350 000 \$ furent saisis. Les causes sont présentement en attente de procédures.

### *Lutte aux bandes de motards criminalisés*

---

#### *Carcajou Montréal*

#### *Projet Vaudou*

Michel « Sky » Langlois, l'un des membres fondateurs des Hells Angels au Québec, est accusé de complot de trafic de cocaïne et de marijuana. Ce projet a permis l'arrestation de Yovan Dodge et de Geneviève Dubois. Cette dernière a été assassinée alors qu'elle était en attente de procès.

#### *Projet Ozone*

Langlois, membre du chapitre South des Hells Angels, fut aussi arrêté et inculpé dans une affaire d'importation et de saisie de 178 kilos de cocaïne d'une valeur estimée à 71 millions de dollars. Dans ce projet nommé « Ozone », les Douanes américaines, Douanes et Accises Canada et la New York State Police ont travaillé en collaboration avec la Sûreté du Québec.

### Projet Retour

Cette enquête a mené à la désorganisation de la cellule entière de Stephen « Sandman » Falls, membre des Rockers (club affilié au chapitre des Nomads) et à la saisie de 36 bâtons de dynamite.

### Projet Hercule

Le Service des crimes contre la personne a travaillé avec l'équipe Carcajou Montréal pour résoudre les meurtres liés aux mortards de la région de Montréal. L'enquête a permis la mise en échec d'un complot de meurtre sur Jean-Jacques Roy, membre du Dark Circle. Rock Delaney et Sylvain Tétréault, deux novices (dans le milieu, on les appelle des « prospects ») des Hells Angels South, furent arrêtés munis d'une mitraillette UZI à bord d'une camionnette volée. De toute évidence, la façon de faire portait la signature des Hells Angels.

### Carcajou Québec

#### Projet Lapi

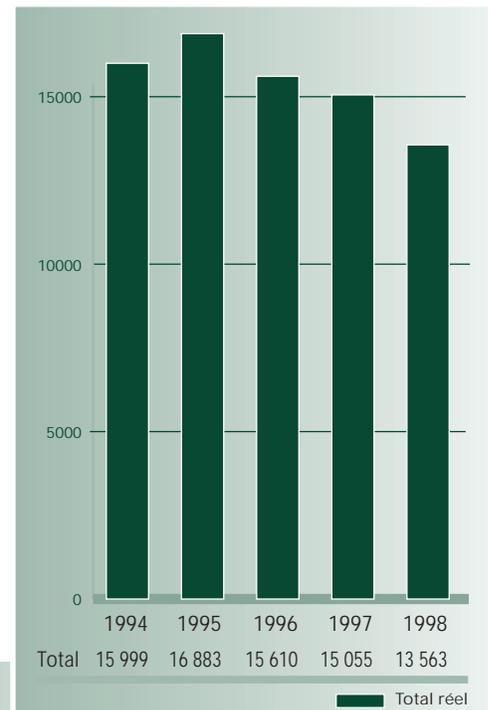
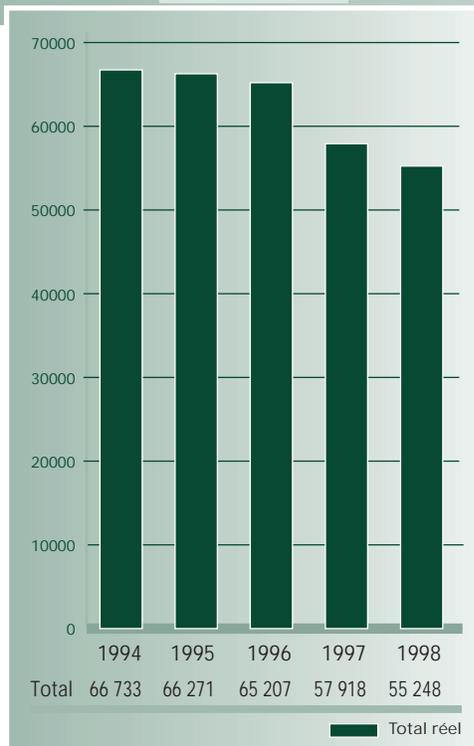
Ce projet visait la dissolution d'un réseau de trafiquants de drogue opérant dans les quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch. Les policiers ont procédé à 10 arrestations, dont 3 membres en règle des Rock Machine de Québec, un novice et surtout la tête dirigeante du réseau de distribution, Yves Laperrière. Plus de la moitié des grands rivaux des Hells Angels de la région de Québec se trouvent maintenant sous les verrous. Parmi les biens saisis : 51 bâtons d'explosifs, des armes, de la drogue et un véhicule volé; à cette occasion, des renseignements sur le groupe les Bandidos ont été cueillis et diffusés.

#### INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LE TERRITOIRE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPaux (SPM) ET SUR SON TERRITOIRE

	SPM	SQ	Total
■ Polygraphie (dossiers) .....	64	90	154
■ Hypnose (sessions) .....	5	10	15
■ Analyses de déclaration .....	109	97	206
■ Groupe d'intervention .....	31	317	348
■ Enquêtes incendies .....	15	37	52
■ Scènes d'incendies .....	26	30	56
■ Scènes de crimes			
■ dossiers .....	3 986	5 474	9 460
■ empreintes digitales .....	22 162	19 371	41 533
■ Laboratoire de photographies (photographies imprimées) .....	32 912	498 628	531 540
■ Enquêtes-accidents (rapports) .....	18	105	123
■ Équipes cynophiles .....	201	1 003	1 204
■ Techniciens en explosifs (missions) .....	226	703	929
■ Plongeurs (missions) .....	67	333	400
■ Équipe nautique (missions) .....	17	458	475

**ÉVOLUTION DES INTERVENTIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC  
- ENQUÊTES CRIMINELLES -**

	1994		1995		1996		1997		1998	
	Réelles	Solut.								
• C.c. personne	8 487	7 891	8 916	8 229	7 989	7 896	7 196	6 703	7 389	6 710
• C.c. propriété	50 024	15 509	50 489	13 868	52 036	14 401	46 144	11 490	43 658	9 615
• Autres crimes	8 222	7 570	6 866	6 355	5 182	4 847	4 578	4 072	4 201	3 589
<b>Total</b>	<b>66 733</b>	<b>30 970</b>	<b>66 271</b>	<b>28 452</b>	<b>65 207</b>	<b>27 144</b>	<b>57 918</b>	<b>22 265</b>	<b>55 248</b>	<b>19 914</b>

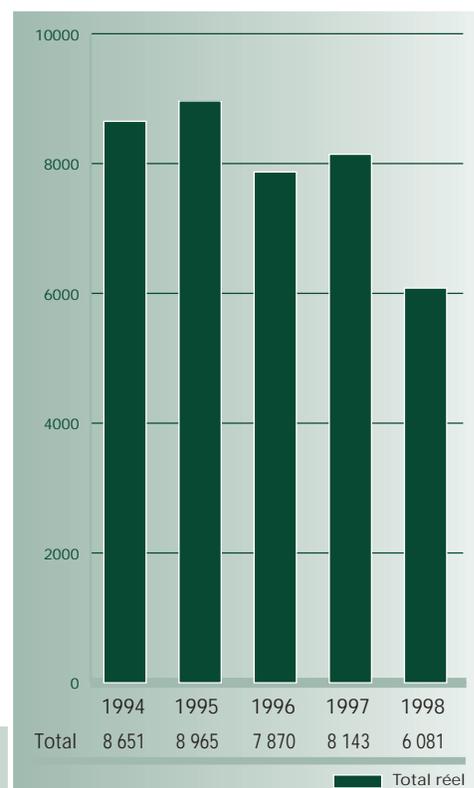
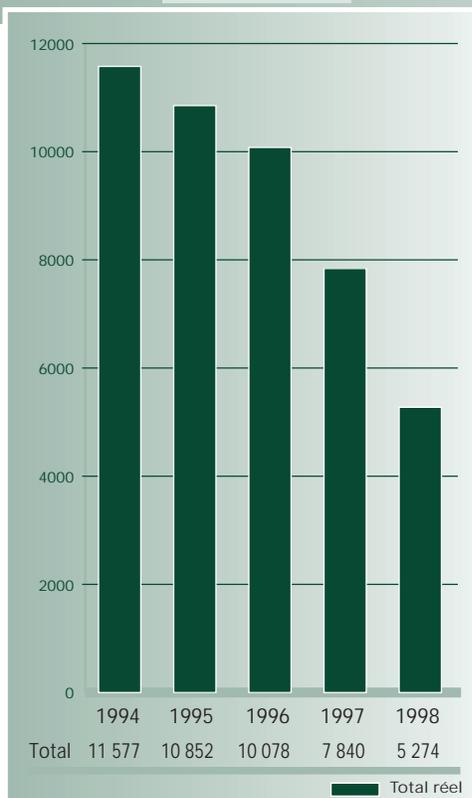


**ÉVOLUTION DES INTERVENTIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC  
- AUTRES LOIS -**

	1994		1995		1996		1997		1998	
	Réelles	Solut.								
• Drogues et stupéfiants	2 552	2 103	2 855	2 222	3 104	2 404	3 034	2 275	2 911	2 115
• Lois fédérales	469	367	360	383	480	486	484	478	301	302
• Lois provinciales (alcool)	144	63	200	133	419	291	906	620	819	1 060
• Autres lois provinciales	2 028	1 526	1 997	2 071	1 669	1 864	1 522	1 664	1 284	1 392
• Règlements municipaux	0	0	0	0	0	0	2	1	14	13
• Conduites dangereuses	255	227	262	254	265	239	238	209	245	212
• Capacités affaiblies	7 824	7 861	8 617	8 576	7 335	7 491	6 699	6 629	5 951	5 983
• Délits de fuite	2 727	972	2 592	980	2 338	920	2 170	817	2 038	593
<b>Total</b>	<b>15 999</b>	<b>13 119</b>	<b>16 883</b>	<b>14 619</b>	<b>15 610</b>	<b>13 695</b>	<b>15 055</b>	<b>12 693</b>	<b>13 563</b>	<b>11 670</b>

**ÉVOLUTION DES INTERVENTIONS EN MILIEU DESSERVI PAR UN SERVICE DE POLICE MUNICIPALE  
- ENQUÊTES CRIMINELLES -**

	1994		1995		1996		1997		1998	
	Réelles	Solut.	Réelles	Solut.	Réelles	Solut.	Réelles	Solut.	Réelles	Solut.
• C.c. personne	1 163	1 096	1 121	1 026	1 061	933	1 013	922	803	637
• C.c. propriété	5 270	2 326	4 689	2 064	4 512	1 994	3 326	1 491	1 014	947
• Autres crimes	5 144	5 031	5 042	5 030	4 505	4 922	3 501	3 444	2 557	2 505
<b>Total</b>	<b>11 577</b>	<b>8 453</b>	<b>10 852</b>	<b>8 120</b>	<b>10 078</b>	<b>7 849</b>	<b>7 840</b>	<b>5 857</b>	<b>5 274</b>	<b>4 089</b>



**ÉVOLUTION DES INTERVENTIONS EN MILIEU DESSERVI PAR UN SERVICE DE POLICE MUNICIPALE  
- AUTRES LOIS -**

	1994		1995		1996		1997		1998	
	Réelles	Solut.								
• Drogues et stupéfiants	2 617	2 225	2 628	2 192	2 636	2 307	2 263	1 867	1 615	1 391
• Lois fédérales	259	193	189	218	195	183	178	173	103	90
• Lois provinciales (alcool)	154	49	213	185	387	240	933	568	537	909
• Autres lois provinciales	1 478	812	1 581	1 714	982	1 328	872	821	449	541
• Conduites dangereuses	88	90	134	98	96	103	135	94	176	114
• Capacités affaiblies	2 894	2 841	3 136	3 025	2 451	2 706	2 386	2 342	2 006	2 059
• Délits de fuite	1 161	290	1 084	285	1 123	279	1 376	267	1 195	220
<b>Total</b>	<b>8 651</b>	<b>6 490</b>	<b>8 965</b>	<b>7 717</b>	<b>7 870</b>	<b>7 146</b>	<b>8 143</b>	<b>6 132</b>	<b>6 081</b>	<b>5 324</b>

## SOUTIEN OPÉRATIONNEL

### *Direction des technologies de l'information*

Au cours de 1998, la Direction des technologies de l'information a consacré des efforts significatifs dans les dossiers suivants : adaptation des systèmes d'information à l'an 2000, planification d'un changement technologique majeur concernant les postes de travail, les réseaux locaux, l'infrastructure des télécommunications et les logiciels bureautiques, développement et implantation des modifications à la gestion administrative des événements à l'Index général – MIP (Module d'information policière), développement d'une interface avec le système canadien d'enregistrement des armes à feu, mise au point de systèmes de gestion pour la surveillance électronique et les crimes contre la personne, changements aux systèmes pour accompagner l'implantation dans les MRC, mise à niveau importante de la plateforme centrale de traitement (changement de l'ordinateur central, accroissement de l'espace magnétique, migration actuelle des liens vers un réseau gouvernemental, le *Réseau intégré de communications informatiques et bureautiques* (RICIB).

### *Direction des informations corporatives*

En 1998, le Service de l'organisation et des méthodes a poursuivi, en collaboration avec la Direction de la vérification et du contrôle de gestion, le programme de révision systématique des politiques de gestion entrepris en 1997. Plus de 273 politiques de gestion sont actuellement à l'étude; 68 d'entre elles ont été modifiées ou annulées depuis le début de l'exercice et une trentaine seront publiées au début de 1999. Ce service a aussi entrepris une étude majeure sur l'ensemble des formulaires administratifs et opérationnels, de provenance interne et externe, utilisés par l'organisation. Ces travaux font suite à certaines recom-

mandations du Vérificateur général et sont préalables à la mise au point et à l'implantation de formulaires électroniques. Des efforts significatifs ont été déployés dans les dossiers suivants : gestion de la sécurité à l'Assemblée nationale, géomatique, gestion des appels, gestion administrative des événements (responsabilité et participation - REP) et phase II du Réseau intégré de télécommunications policières.

Le Service des ressources informationnelles a poursuivi ses travaux de mise au point du tableau de bord destiné aux gestionnaires des postes et des districts. Dans le domaine de la gestion documentaire, il a entrepris une étude sur la numérisation des documents et publié une version actualisée du répertoire des rubriques administratives. Ce service a de plus produit divers rapports et analyses dans le domaine des affaires internes et participé à la rédaction de la politique linguistique de la Sûreté du Québec. Il a enfin travaillé à l'élaboration de politiques sur la classification et la protection des informations. La Division de la statistique opérationnelle a publié une nouvelle version du répertoire des localités et entrepris les travaux visant à remplacer le Système d'information sur les municipalités (SIM), qui ne peut franchir le cap de l'an 2000. Elle a aussi effectué des travaux majeurs de refonte de programmes résultant des modifications territoriales des postes de la Sûreté du Québec, par suite de la signature des ententes avec les MRC ainsi que des répercussions de l'implantation du préformat REP sur les systèmes d'information. Le Centre de documentation a quant à lui entrepris des activités majeures dans le domaine de la classification de ses documents et commencé la décentralisation des abonnements aux périodiques.

### *Direction des enquêtes et des renseignements de sécurité*

En matière de sécurité d'État, la Sûreté du Québec a suivi l'évolution de toute situation susceptible de porter atteinte à la sécurité des institutions de l'État et à la paix sociale, notamment en ce qui concerne les questions nationale et linguistique ainsi que les revendications autochtones. En outre, elle a produit du renseignement dans des centaines de situations nécessitant une évaluation de menace à l'égard d'une personnalité politique; elle a procédé à des évaluations de sécurité dans plusieurs emplacements gouvernementaux et à la vérification de l'intégrité de personnes susceptibles d'être nommées à des fonctions stratégiques au sein du gouvernement et de la magistrature.

### *Direction de la protection des personnalités*

Le Service de la protection de l'Assemblée nationale et de la résidence du premier ministre a planifié des opérations relatives aux 57 manifestations survenues devant le Parlement. Ces manifestations ont regroupé au-delà de 30 000 personnes. Ce service a participé à 8 opérations spéciales dont la Conférence des parlementaires des Amériques qui s'est déroulée au palais des congrès de Québec. Il a de plus participé à 41 activités à caractère politique ou social se déroulant au Parlement ou à proximité de celui-ci. L'encadrement sécuritaire de 150 activités protocolaires a aussi été assuré en 1998.

Le Service de la protection des personnalités a, pour sa part, participé à 76 visites de dignitaires étrangers au Québec, dont la visite du premier ministre de la France, monsieur Lionel Jospin. Il a de plus assuré la protection des personnalités lors de 9 événements dont l'élection provinciale, 10 activités de dignitaires québécois à l'extérieur du Québec, dont la mission économique du premier ministre à Boston, à Atlanta, à Philadelphie et à Chicago, et

enfin, 114 événements au Québec, majoritairement des activités du premier ministre.

### *Direction des ressources matérielles*

Afin de maintenir fonctionnels les locaux de la Sûreté du Québec, plus de 200 projets de travaux mineurs ont été réalisés. Le Service des immeubles a participé activement à la réorganisation des postes de MRC. Durant l'année, neuf postes existants ont été réaménagés et sept édifices gouvernementaux ont été réhabilités; deux nouvelles constructions ont aussi été réalisées. Les travaux relatifs à la rénovation de l'édifice Parthenais ont été complétés dans une proportion de 90 %. Un projet associé a été livré en juin 1998, soit le nouvel atelier mécanique situé au 1605, rue Parthenais.

---

## **ACTIONS HUMANITAIRES**

---

Les membres policiers et civils de la Sûreté du Québec s'impliquent beaucoup dans leur milieu. Plusieurs représentent bénévolement l'organisation auprès d'organismes qui supportent les plus démunis, les enfants malades, les adolescents, les aînés et participent à plusieurs autres causes humanitaires.

En 1998, quelque 600 activités ont été réalisées, pour un total de 4 375 heures. Les membres de la Sûreté du Québec ont activement participé à 56 collectes de sang, 166 campagnes de financement qui ont rapporté au-delà de 330 000 \$, 351 activités bénévoles et 26 transports pour l'Association canadienne des transports d'organes.

